

Le 10 septembre 2014

## Face aux attaques antisociales, à nous d'agir !

Tous les feux sont au rouge et le gouvernement Valls/Hollande s'obstine à poursuivre une politique d'austérité en dépit de ses effets désastreux sur l'activité économique et la vie quotidienne de millions de salarié-es, chômeurs-euses, jeunes et retraité-es.

Ce gouvernement chante du dogme libéral du « coût du travail », des coupes claires dans les dépenses publiques, et de la rigueur budgétaire européenne, applique des recettes qui depuis plus de vingt ans ont montré leur inefficacité. Les exonérations de cotisations sociales patronales, les crédits d'impôts pour les entreprises n'ont rien réalisé pour les créations d'emplois si ce n'est un puits sans fond. De plus, alors que les perspectives de croissance sont au plus bas, que les embellies annoncées sur l'emploi s'éloignent, ni les discours, ni les actes ne changent.

La répartition des richesses comme leur redistribution sont des choix politiques. Le gouvernement a fait-sien celui de favoriser les rentiers, les puissances d'argent et le patronat. Il dilapide l'argent public, en faisant un cadeau de 41 milliards, ce qui ravit le MEDEF. Tout ça sur le dos de la Sécurité sociale, des ménages, des services publics et des collectivités locales, auxquels on impose une cure d'austérité de 50 milliards !

### Jusqu'à quand les capitalistes vont-ils se gaver ?

Les licenciements se multiplient, le chômage et la précarité s'aggravent, les conditions de travail se dégradent, les salaires stagnent, l'accès au logement et aux soins se détériore... Et pendant ce temps les dividendes des actionnaires des grosses entreprises se sont envolés allègrement de plus de 30% au deuxième trimestre !

La politique libérale du gouvernement va toujours plus loin dans ce travail de régression sociale : attaque des seuils sociaux qui permettent la représentation des salarié-es dans les entreprises, élargissement de l'autorisation de travailler le dimanche, remise en cause du financement de la Sécurité sociale et des 35 h, augmentation de la TVA, mise en cause du CDI... Le gouvernement n'a aucune volonté politique pour imposer au patronat un autre partage entre salaire et profit.

L'urgence est à l'augmentation immédiate du SMIC à 1700 euros net, des minima sociaux et à la mise en place d'un système d'indemnisation du chômage de haut niveau.

Notre syndicalisme, c'est remettre en cause le coût du capital quand on veut nous faire croire que le problème serait le coût du travail. Au-delà, nous voulons aussi débattre des finalités de productions socialement utiles, de la transition écologique, de la réduction du temps de travail à 32h, et de nouveaux droits sociaux à imposer au pouvoir patronal.



# **Entraves pour le monde du travail, Liberté totale pour les capitaux...**

Coût du travail, accusations contre les chômeur-euses, renforcement des contrôles contre les migrant-es : voilà la politique d'un gouvernement qui s'obstine dans une voie de plus en plus réactionnaire et antisociale.

En revanche, pas de frontières pour les capitaux. Le TAFTA, traité transatlantique de libre échange entre les USA et l'Union européenne en cours de négociation, comme nombre d'autres traités bilatéraux, vise à faire sauter toutes les garanties sociales, écologiques et démocratiques au plus grand profit des multinationales.

## **Il est nécessaire que cela s'arrête**

Il n'y a aucune raison qu'un gouvernement aussi impopulaire puisse continuer la même politique. Et nous n'avons aucune raison de l'accompagner quand il fonce dans le mur. L'action collective des salarié-es, du privé et du public, des chômeurs-euses, précaires, des mal-logés, des jeunes peut faire reculer le gouvernement et le patronat.

Les victoires seront à la mesure de notre détermination et de la conduite des luttes par les premiers concerné-es eux-mêmes par l'action collective, la démocratie dans la lutte, l'engagement de tous pour tous.

C'est à ces conditions, par notre détermination dans la durée et notre engagement démocratique dans leur conduite que nos luttes pourront gagner. Les luttes victorieuses passées et présentes en témoignent contre le Contrat première embauche en 2006, avec la victoire des Fralib contre la multinationale Unilever ou la lutte actuelle contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Les capitalistes nous coûtent cher, à nous de rendre coups pour coûts, en défendant nos emplois, nos salaires, nos droits sociaux, notre protection sociale et l'accès à tous les droits fondamentaux (santé, éducation, logement, culture...).

De nombreuses luttes sectorielles et locales existent. Elles sont indispensables et témoignent qu'une volonté de résistance existe bel et bien. Cependant, seul un vaste mouvement rassemblant les salarié-es de tous les secteurs, du privé et du public, les chômeur-euses, les retraité-es, les jeunes, permettra d'inverser le rapport de force actuellement favorable aux patrons.

**Dans cette perspective, alors qu'une première riposte intersyndicale est proposée pour le 16 octobre, participons sans attendre aux actions unitaires prévues dans les semaines à venir, notamment : la mobilisation du 23 septembre à l'appel de la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité ; la journée européenne d'actions décentralisées du 11 octobre contre le TAFTA et le pouvoir des multinationales...**

**Par notre travail, nous produisons les richesses,  
Les capitalistes encaissent... Ça suffit !**

**144 Bd de la  
Villette  
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

